



Collectif Racine

Les enseignants patriotes

*La lettre*

Directeur de la publication & de la rédaction : Alain Avello | Conception & réalisation : Arnaud de Rigné



# Enseignements scientifiques : Pour un enseignement d'excellence !

17 Machine à calculer de Blaise  
Pascal à six chiffres sans sous  
ni deniers, 1642.  
Exemplaire vérifié et signé par Pascal en 1652

15 Machine arith  
de Pascal à q  
sous et denier  
Inv. 823-2  
Don de l'Institut  
Pascal  
with  
and

**ENSEIGNEMENT  
DES SCIENCES**

Renouer avec  
l'excellence !

Page 4

**LE COLLECTIF RACINE  
DANS LES  
CONSEILS RÉGIONAUX**  
Premier bilan

Page 14

**JOURNÉE  
DES COLLECTIFS**

Cap sur 2017 !

Page 18



La présente livraison de « La Lettre » (dixième numéro) aborde, dans son dossier central, la question des **enseignements scientifiques** sur lesquels le Collectif Racine mène une réflexion en profondeur, comme il le fait sur l'ensemble des dossiers : l'une des insuffisances de notre système scolaire tient à ce qu'il ne suscite et ne nourrit que trop peu les vocations scientifiques, lors même que beaucoup d'élèves manifestent des dispositions pour l'étude des sciences et que notre pays, qui fut jadis à la **pointe mondiale** de disciplines aussi exigeantes que les mathématiques, a en cette matière comme en beaucoup d'autres **un rang à tenir**. Nous interrogeons donc ici les causes d'une régression et frayons des voies pour que les enseignements scientifiques, eux aussi, renouent avec l'excellence.

Page 4

### 3 EDITORIAL

Edito d'*Alain Avello*

### 4 ENSEIGNEMENTS DES SCIENCES : RENOUER AVEC L'EXCELLENCE !

Plaidoyer des membres du Collectif Racine

6 L'enseignement des sciences à l'Université  
*Mickaël Ehrminger*

8 L'apprentissage du calcul  
*Jean-Guy Protin*

10 Bilan de la réforme du lycée  
*Marc Chapuis*

12 La sélection d'aujourd'hui comme  
antithèse de la méritocratie  
*Arnaud de Rigné*

13 Les sciences à l'école primaire  
*Valérie Laupies*

14 LE COLLECTIF RACINE DANS LES  
CONSEILS RÉGIONAUX  
Premier bilan

15 Intervention au Conseil régional  
d'Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin  
*Nathalie Le Guen*

16 Les élus patriotes en Pays de la Loire  
donnent une leçon de République  
*Alain Avello*

### 18 JOURNÉE DES COLLECTIFS

Cap sur 2017 !

19 Intervention lors de la journée des  
collectifs  
*Alain Avello*

20 BLACK M, EPI, DOCTORAT...  
Les analyses des cadres des collectifs  
Racine et Marianne

20 Réforme du doctorat : pour nous, c'est  
non !  
*Maud Lebatteux*

22 Nos jeunes méritent mieux que Black M !  
*Aymeric Durox*

24 La grande pitié des EPI  
*Julien Langard*

### 26 AUGMENTATIONS SALARIALES DES ENSEIGNANTS

Analyses croisées d'*Alain Avello* et de  
*Valérie Laupies*

### 28 CONFÉRENCES & LANCEMENTS DE SECTIONS

Réunions de sections, conférences « Ecole,  
un enjeu pour toute une nation » et  
lancement de la section du Val-de-Marne

# Edito

## Et pourtant, il baisse !

**O**n n'aura pas manqué d'apprécier à sa juste valeur la conférence de presse donnée, le 13 juin dernier, par Najat Vallaud-Belkacem, pour le lancement du Bac 2016. Madame le ministre, prétendant persuader de ce que non, décidément non, le niveau ne baisse pas, a fait lecture de l'énoncé d'un problème de mathématiques proposé à la session 2015, effectivement peu compréhensible du profane, de sorte à récuser une bonne fois pour toutes les « tenants du déclinisme » et autres esprits chagrins.

Nous aurions pu entrer dans le jeu du ministre, exhumer à notre tour d'anciens sujets, afin de vérifier si ceux d'aujourd'hui souffrent la comparaison ; nous aurions pu aussi aborder la question des critères d'évaluation, et comparer une fois encore ; nous aurions enfin pu mettre en regard ce que le Bac, avant la grande braderie qu'il devint au tournant des années 80-90, promettait comme débouchés, avec le taux d'échec que connaissent aujourd'hui les néo-bacheliers parvenus dans l'enseignement supérieur...

Mais la polémique eût tôt fait de passer les limites de la décence — quand le déni ministériel de la réalité, lui, semble n'en connaître aucune —, tant les jeunes et leurs familles sont abusés, et souvent dramatiquement, par la profonde dévalorisation du premier titre universitaire, dont l'obtention à peu de frais ne garantit plus un niveau suffisant pour la poursuite d'études, outre qu'elle interdit d'appréhender avec discernement l'orientation dans le supérieur : à ne plus opérer aucune sélection, le Bac laisse entrer les jeunes en masse à l'Université, où ils se fourvoient parfois dans des filières sans débouchés, poursuivent des titres eux-aussi largement dévalorisés et, lorsqu'une sélection autrement plus injuste et brutale finit par s'opérer, en viennent à prendre cruellement conscience de l'insuffisance de leur niveau.

Car oui, le niveau baisse, et ce que ne dissimule qu'à peine l'arrogance d'un ministre, manifestement, et à mesure de son aveuglement idéologique, sûr de son fait, c'est l'échec patent, depuis quatre décennies, des politiques scolaires qu'il s'échine pourtant à poursuivre et à amplifier, en révisant toujours davantage à la baisse les exigences comme les contenus enseignés, tout en refusant le principe d'une véritable évaluation. La question tout particulièrement se pose du niveau qu'auront ces bacheliers de demain, eux qui seront passés par le laminoir du « nouveau collège », avec toujours moins d'heures dédiées aux enseignements fondamentaux, ceux-ci, cadres disciplinaires toujours davantage gommés, se trouvant progressivement supplantés par de pseudo-enseignements interdisciplinaires inéluctablement sources de confusion, d'approximation, de saupoudrage, et donc... d'abaissement du niveau, le tout sur fond de « réforme de l'évaluation », celle-ci devant se faire résolument « positive », c'est-à-dire ne plus évaluer grand-chose, excellente garantie de ce que, le niveau n'en finissant plus de s'effondrer, on s'en rend compte de moins en moins compte !

Avec Vallaud-Belkacem, la logique mortifère ayant nourri quatre décennies de réformes insensées atteint son point d'absurdité ultime, et une large majorité de nos compatriotes savent bien qu'on n'en finit pas de « marcher sur la tête ». L'heure est donc plus que jamais venue de leur faire reconnaître le projet que construit le Collectif Racine comme seul à même de sauver notre système scolaire et d'enseignement supérieur, ce dont notre jeunesse et la nation toute entière ont un si impérieux besoin. Ce projet nourrira le programme présidentiel, et accèdera à une pleine visibilité, à l'occasion de la Convention présidentielle sur l'Ecole et l'Université qui aura lieu, autour de Marine Le Pen, à la rentrée.

**Alain Avello**  
Président du Collectif Racine



A close-up photograph of a mechanical cipher device, likely a rotor-based machine. The device is made of brass and features four rotors in the foreground, each with a circular dial and a central hub. The rotors are mounted on a metal plate. In the background, there are several rectangular slots and a cylindrical component. The overall appearance is that of a complex, historical cryptographic machine.

ENSEIGNEMENT

Renouer avec



DES SCIENCES

l'excellence!

# L'enseignement des sciences à l'Université



par **Mickael Ehrminger**

Etudiant en sciences cognitives à l'ENS (Ulm)  
Secrétaire général du Collectif « Usagers de la Santé »

*« Faute de perspectives de carrière et de véritable reconnaissance de la recherche en France, de **moins en moins** de jeunes entament un doctorat de troisième cycle. »*

Edgar Allan Poe disait que « ce n'est pas dans la science qu'est le bonheur, mais dans l'acquisition de la science », or il semblerait que ce processus d'acquisition soit aujourd'hui enrayé, pour de multiples raisons.

Depuis une dizaine d'année, le nombre de bacheliers issus de la filière scientifique, ainsi que le nombre de nouveaux entrants à l'université dans les filières scientifiques, ne cessent de croître, à l'instar du nombre total d'étudiants du supérieur. Or, les universités françaises sont soumises à des contraintes budgétaires fortes, et les capacités d'accueil ne sont pas extensibles à l'infini. Il existe de ce fait une situation de surpopulation dans des universités qui manquent de moyens humains et matériels pour assurer une formation de qualité à leurs étudiants ainsi que pour garantir un cadre de travail favorable à leurs enseignants et chercheurs.

Même si le nombre d'étudiants scientifiques ne cesse de progresser, la situation actuelle pose les conditions d'une désaffection progressive des jeunes envers les carrières scientifiques. Ainsi, faute de perspectives de carrière et de véritable reconnaissance de la recherche en France, de moins en moins de jeunes entament un doctorat de troisième cycle ; situation problématique puisque les départs à la retraite devraient être nombreux dans les années à venir, mettant en péril le système de recherche publique français, déjà fragilisé par des budgets fortement contingentés.

Même s'il est bon de démocratiser l'enseignement supérieur en le rendant largement accessible, les universités sont aujourd'hui dans une situation d'asphyxie qui ne leur permet plus d'accueillir tous les lycéens se portant candidats à l'entrée dans leur établissement. C'est donc, dans le cas des universités les plus cotées, le hasard qui décide quels lycéens pourront voir leur candidature approuvée, par le biais du site Admission Post-Bac. Situation inepte, s'il en faut, puisqu'au lieu d'une sélection par tirage au sort, une sélection sur la base des résultats et du projet professionnel non seulement permettrait aux élèves les plus motivés et les plus doués d'accéder aux études qu'ils souhaitent entamer, mais cela permettrait

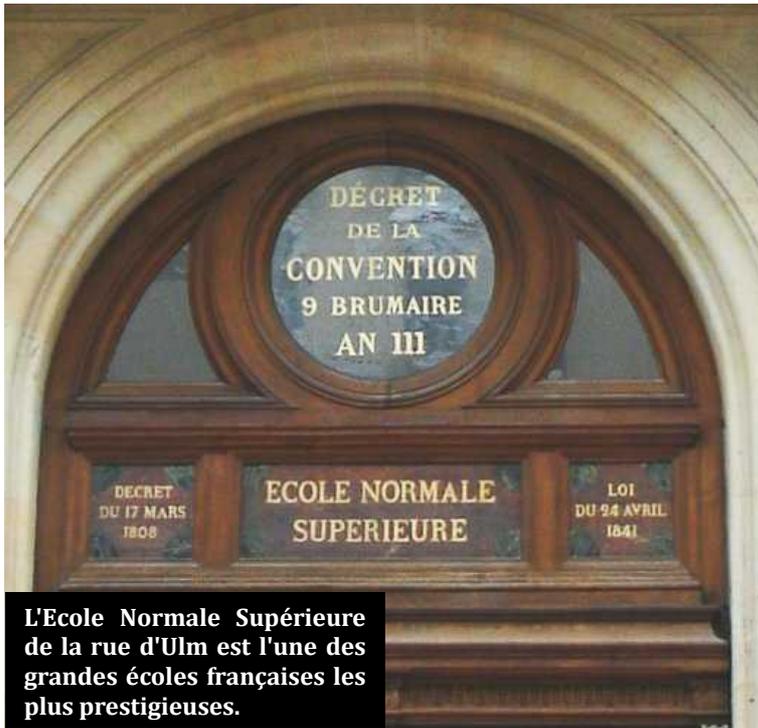
aussi sans doute de limiter l'échec en première année, qui reste très important, à hauteur de 60%.

**« Au lieu d'une sélection par tirage au sort, nous demandons une sélection sur la base des résultats et du projet professionnel. »**

De plus, des moyens innovants, tels que l'enseignement à distance sur des plateformes collaboratives, permettent de palier le manque de place dans les universités, mais vouloir former le plus d'étudiants possible n'est pas forcément productif, car le taux de chômage élevé des jeunes découle, au moins en partie, de cette politique : les diplômés perdent de leur valeur, et il n'existe pas autant de postes à pourvoir que de jeunes diplômés.

**« Dès la classe de seconde, une véritable politique d'orientation doit être mise en place afin de permettre aux lycéens d'entamer des études dans lesquelles ils s'épanouiront pleinement. »**

Dès la classe de seconde, une véritable politique d'orientation doit être mise en place afin de permettre aux lycéens d'entamer des études dans lesquelles ils s'épanouiront pleinement. En effet, beaucoup de lycéens s'engagent dans des études « par convention » sans véritablement savoir de quoi il s'agit concrètement, ni être informés sur les débouchés de ces études. Il est très important que le lycéen soit pleinement informé, directement par des étudiants dans la filière qu'il souhaite intégrer, du déroulement des études dans cette filière, ainsi que des perspectives de carrière possibles. Il est également nécessaire, dès le lycée, de préparer les élèves à devenir des étudiants, puisque les méthodes de travail du secondaire ne sont pas appropriées au rythme et à l'engagement nécessaires pour réussir à l'université, notamment dans les filières scientifiques. À l'université, les programmes de tutorat entre étudiants doivent être valorisés, et les étudiants doivent être engagés dans des projets innovants, et aborder une approche pluridisciplinaire plus adaptée au monde actuel de la recherche scientifique. ●●●



L'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm est l'une des grandes écoles françaises les plus prestigieuses.

Il existe une véritable dichotomie, dans les filières scientifiques, entre l'université, très centrée sur le cours magistral, sans véritable interaction ni réflexion critique, et les écoles d'ingénieurs, à la pédagogie innovante, bien plus concrète, pratique, et engageante par le biais de projets personnels. Or, l'université qui accueille un très grand nombre d'étudiants avec un budget réduit ne peut faire face et assurer à tous une formation pratique, c'est ainsi que beaucoup de formations scientifiques se voient contraintes de réduire le nombre d'heure de travaux pratiques, et d'en annuler certains, jugés trop coûteux...

**« Le master a une vocation professionnalisante, de formation à l'entrée dans le vie active en donnant aux étudiants les outils et les aptitudes nécessaires à exercer un métier dans sa branche. »**

Dans ce cas, l'université devient un lieu d'apprentissage encyclopédique, qui n'est pas adapté à l'exercice professionnel des sciences : « on fait la science avec des faits, comme on fait une maison avec des pierres : mais une accumulation de faits n'est pas plus une science qu'un tas de pierres n'est une maison », disait Henri Poincaré, reprenant la conception aristotélicienne du tout qui est plus que la somme des parties. La vision encyclopédique de l'université se retrouve jusque dans les examens, la plupart du temps organisés en session unique en fin de semestre, dont le sujet repose sur des questions ne demandant aucune réflexion mais une restitution bête et méchante des contenus du cours. Si l'apprentissage par cœur peut être utile en début de parcours afin d'acquérir les bases nécessaires à la compréhension générale de la filière, il apparaît totalement inadapté, voire contre-productif, après l'entrée en master. En effet, le master a une vocation professionnalisante, de formation à l'entrée dans la vie active en donnant aux étudiants les outils et les aptitudes nécessaires à exercer un métier dans sa branche. Or, nombre de masters, fautes de moyens ou de volonté, continuent à dispenser un enseignement encyclopédique, sans travaux pratiques, sans application concrète, formant ainsi des étudiants qui n'auront aucune compétence valorisable sur le marché du travail.

Les stages restent largement facultatifs dans la plupart des filières jusqu'à la deuxième année de master, mais lorsqu'ils sont obligatoires, l'encadrement de ceux-ci est trop souvent défaillant, et les missions du stagiaire sont souvent floues, et se résument à la simple exécution d'un protocole élaboré en amont, alors que le stage est souvent la seule opportunité qu'ont les étudiants de se former à la réalité du terrain et de penser de manière critique en application les connaissances acquises durant les années précédentes.

Afin de remédier à l'échec en première année, et permettre une approche pluridisciplinaire, véritable atout pour la réussite, il serait pertinent d'instaurer une première année commune aux différentes filières scientifiques, avec un système de majeures et de mineures, et la possibilité de choisir des cours d'ouverture dans des disciplines non scientifiques. Dans le cas d'étudiants souhaitant s'orienter vers le domaine des neurosciences, il est ainsi pertinent de suivre concomitamment des cours de biologie et des cours de psychologie, ou de philosophie de l'esprit. Cette première année commune et pluridisciplinaire permettrait d'éviter les échecs dus à une orientation défaillante, puisqu'il serait possible à l'étudiant de poursuivre en deuxième année dans la discipline dans laquelle il aura le mieux réussi en première année. Le schéma serait assez analogue à celui de la PACES, qui selon le classement de l'étudiant, l'oriente vers la médecine, la pharmacologie, l'odontologie, ou la maïeutique.

Concernant l'évaluation, il semble intéressant de garder un format de cours magistral jusqu'à la fin de la deuxième année de licence, avec des examens semestriels permettant de vérifier que les bases ont été acquises, mais l'évaluation devrait également se faire sous forme de projets personnels et de contrôle continu afin de favoriser et maintenir l'engagement de l'étudiant, puisque l'on sait qu'un étudiant motivé réussira mieux qu'un étudiant désengagé. L'évaluation des enseignements doit se généraliser, ne constituant en aucun cas une remise en question de l'enseignant, mais s'inscrivant dans une démarche constructive d'amélioration de la qualité des enseignements, pour le bien de tous : un cours mal construit favorisera un décrochage, voire une frustration, des étudiants que l'enseignant ressentira à mesure que son amphithéâtre se videra.

**« Il est nécessaire d'ancrer la formation des étudiants dans une réalité de terrain. »**

Dans les filières scientifiques, la pédagogie doit évoluer de manière innovante afin de garantir une continuité entre le savoir et la pratique. Il est nécessaire d'ancrer la formation des étudiants dans une réalité de terrain, avec des travaux collaboratifs, des projets personnels sur un sujet au choix (en lien avec la filière, bien entendu), une sensibilisation à l'innovation et la création d'entreprise, et un développement de la pensée critique.

Beaucoup de choses sont à faire, elles relèvent en majorité du bon sens, mais comme souvent, c'est la volonté politique qui manque, l'enseignement supérieur n'étant résolument pas la priorité de nos gouvernants... ●

# L'apprentissage du calcul



par **Jean-Guy Protin**

Professeur des écoles

Secrétaire départemental du CR d'Indre-et-Loire

« En mathématiques, on a, depuis 40 ans, **abandonné** toute construction de **bases solides**. »

En mathématiques, on a, depuis 40 ans, abandonné toute construction de bases solides. On a substitué à la valorisation du travail et du goût de l'effort, la valorisation de « l'intuition ». Finalement, aujourd'hui, l'enseignement des mathématiques, à l'instar de celui de la lecture, est beaucoup plus inégalitaire et élitiste qu'il y a 40 ans. Donner des chances égales à tous les enfants par l'enseignement des mathématiques, cela exige de leur permettre de s'approprier les outils mathématiques fondamentaux, par un enseignement allant du simple (pratique systématique du calcul par des exercices) au complexe.

## La perte d'appropriation des outils mathématiques fondamentaux

Comparons deux manuels scolaires : « Le Calcul quotidien » (niveau CM1-années 60) avec un tout récent spécimen, nouveau programme 2016, intitulé : « A portée de maths » (niveau CM2).

Dans l'ancien manuel, les leçons sont méthodiques, abordent une difficulté nouvelle chaque jour. On va **de l'élémentaire au complexe** et on va loin. La page commence par la leçon expliquée, avec une définition claire. Viennent ensuite les exercices, nombreux, progressifs. On en compte environ 2200, pour des CM1.

Dans le manuel moderne, on ne trouve plus qu'environ 1350, pour des CM2. On part, en général de « situations-problèmes ». On demande à l'élève de « découvrir ». Mais peut-on découvrir sans connaissances préalables ? Seuls, alors, « les meilleurs », ceux qui savent déjà, les élèves les plus favorisés s'en sortent. Donnons quelques détails, qui ont valeur générale.

## Les quatre opérations de base de l'arithmétique

Dans le livre des années 60, reliées à des exemples clairs, concrets, pratiques, elles sont très nombreuses. On va jusqu'à diviser des nombres décimaux entre eux. Il n'y a pas là de concepts abstraits. C'est donc à la portée d'enfants de 10 ans (CM1). La technique est lourde, certes, mais ce n'est absolument pas insurmontable. Avec des efforts, de la patience on y arrive. Par la même occasion, on parfait sa maîtrise du calcul mental, de l'addition, de la multiplication et de la soustraction.

Dans les programmes de 2016, il n'est absolument plus question de diviser des nombres décimaux entre eux. D'ailleurs, la première leçon du manuel cité plus haut est consacrée à... l'usage de la calculatrice ! On a là une perte d'appropriation des outils mathématiques fondamentaux.

## Le système métrique

Le système métrique est le plus négligé aujourd'hui.

Dans le manuel de 2016, une seule page-double est consacrée aux mesures de longueur. Cette page contient le tableau général de conversion qui va du km au mm.

On trouve environ 30 conversions à effectuer par les élèves. 6 problèmes seulement viennent ensuite.

Dans le manuel des années 60, sur le même sujet des mesures de longueurs, on trouve 5 leçons séparées, étalées sur 4 à 5 semaines. On demande à l'élève d'effectuer au moins une centaine de conversions et au moins 20 problèmes concrets, gradués selon un ordre de difficulté croissante.

En résumé, on passe de plus de 100 exercices au CM1 dans les années 60 à une trentaine aujourd'hui, en CM2 !

## Revenir à la pratique du calcul systématique

Les programmes des années 60 affichaient une ambition modeste en apparence : la pratique du calcul. Les objectifs étaient à la portée des enfants de l'âge de l'école primaire et ils étaient atteints.

Après 68, au prétexte de lutter contre le « systématique bêtifiant », on a changé les ambitions. On est passé aux « maths », voire aux « maths modernes ». Les résultats ont été et sont encore désastreux : les notions souvent trop abstraites ne sont pas assimilables par des enfants d'âge de l'école élémentaire.

De plus toutes les bases du calcul systématique ont été et sont encore grandement négligées. Depuis quelques années on assiste à la même stratégie de l'enfumage que pour la lecture : on a réhabilité certains termes employés autrefois, comme « règle de trois » par exemple. Mais tout cela sans réelle volonté. La pratique du calcul n'existe que si on fait beaucoup pratiquer. La qualité émerge de la quantité.

Il faut permettre à tous les enfants de s'approprier les outils mathématiques fondamentaux, en dispensant un enseignement allant du simple (pratique systématique du calcul par des exercices) au complexe.

Je prendrai, pour terminer un autre exemple relatif au système métrique : les mesures d'aires (dans les années 60, on parlait de mesures de surfaces).

Pour illustrer un peu plus mon propos, comparons les pages consacrées à ces leçons.

→ Dans un carré de 1 cm de côté, il y a 100 petits carrés de 1 mm de côté.

On peut écrire  $1 \text{ cm}^2 = 100 \text{ mm}^2$ .



→ On peut utiliser un tableau pour passer d'une unité à l'autre.

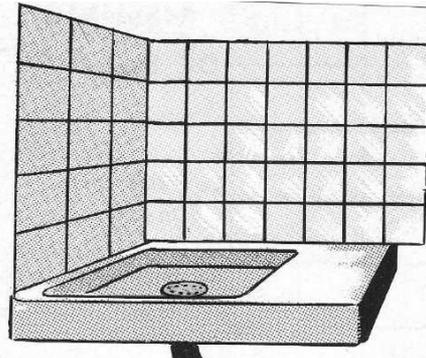
km <sup>2</sup>	hm <sup>2</sup>	dam <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	dm <sup>2</sup>	cm <sup>2</sup>	mm <sup>2</sup>
			3	0	0	
			0	1	0	

Exemples :  $3 \text{ m}^2 = 300 \text{ dm}^2 = 30\,000 \text{ cm}^2$

$10 \text{ dm}^2 = 0,1 \text{ m}^2$

→ Pour passer d'une unité d'aire à l'autre, on multiplie par 100 ou on divise par 100.

→ Pour effectuer des opérations (additions ou soustractions) avec des mesures d'aires ou les comparer, il faut d'abord les convertir dans la même unité.



Quelle est la surface carrelée au-dessus de l'évier de la cuisine ?  
Donnez cette surface en décimètres carrés, puis en mètres carrés.  
Quelle est la dépense à 62 F le m<sup>2</sup> ?

## MESURES DE SURFACE

Apprenons **Il faut une tranche de 2 chiffres pour représenter chaque unité.**

m <sup>2</sup>	dm <sup>2</sup>	cm <sup>2</sup>	mm <sup>2</sup>
• •	• •	• •	• •
○ ○	○ ○	○ ○	○ ○
3	0 5		

$$3 \text{ m}^2 5 \text{ dm}^2 = 3,05 \text{ m}^2$$

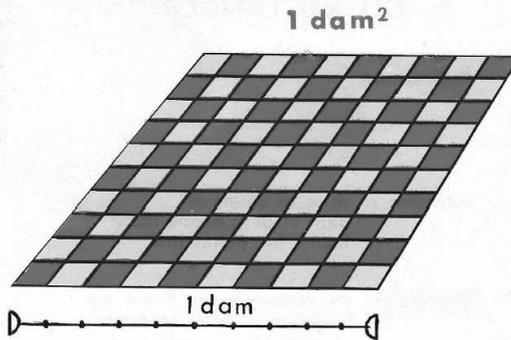
↑ On demande ici à l'élève de TOUT retenir, de maîtriser toutes les conversions, toutes les opérations, avec changement d'unités, du km<sup>2</sup> au mm<sup>2</sup>, et ce, en une seule leçon !  
*Manuel moderne, « A portée de maths » CM2, Edition 2016 (p.100).*

← Suivent 8 exercices de 5 ITEM assez peu systématiques et 4 problèmes.  
*Manuel utilisé dans les années 60, « Le calcul quotidien au CM1 » (soit un an plus tôt) (p.102).*

Le tableau va du m<sup>2</sup> au mm<sup>2</sup>. On fait apprendre clairement la technique (« une tranche de 2 chiffres ») pour convertir correctement.

Dans le même manuel, on étudie à nouveau les mesures de surfaces dix jours plus tard environ (p.109). Entre temps, on a étudié d'autres notions et on a « laissé décanter » les mesures de surface.

On a alors le tableau suivant →



Quel est le côté de ce carré ? Quelle en est la surface ?  
Que représente chaque petit carré ?  
Combien y en a-t-il dans le grand carré ?

## MESURES DE SURFACE

Le décamètre carré ou dam<sup>2</sup>.  
L'hectomètre carré ou hm<sup>2</sup>.  
Le kilomètre carré ou km<sup>2</sup>.

km <sup>2</sup>	hm <sup>2</sup>	dam <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>
• •	• •	• •	• •
	6	0 8	7 5

$$6 \text{ hm}^2 8 \text{ dam}^2 75 \text{ m}^2 = 6\,0875 \text{ m}^2$$

**Il faut une tranche de 2 chiffres pour représenter chaque unité.**

## MESURES DE LONGUEUR

## MESURES DE SURFACE

km	hm	dam	m	dm	cm	mm
•	•	•	•	•	•	•
km <sup>2</sup>	hm <sup>2</sup>	dam <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	dm <sup>2</sup>	cm <sup>2</sup>	mm <sup>2</sup>
• •	• •	• •	• •	• •	• •	• •

Cette fois, on va du km<sup>2</sup> au m<sup>2</sup>. La technique est une nouvelle fois affirmée. On la fait apprendre par cœur. Chacune de ces deux leçons est bien sûr accompagnée de nombreux exercices systématiques (pratiquement le double par rapport au manuel moderne).

Nouvelle leçon, p.115, cette fois-ci consacrée aux mesures agraires, leçon très proche de celle de la p.109, mais en utilisant le vocabulaire agricole. C'est encore l'occasion de proposer de nombreux exercices.

On « laisse encore décanter », pour se rendre p.126, c'est-à-dire environ 2 semaines après.  
← Tableau récapitulatif ci-contre.

La progression ordonnée des années 60 est devenue une leçon fourre-tout en 2016. Aujourd'hui, on survole, on « informe », on ne cherche plus à former. Combien d'étudiants brillants, inscrits en grandes écoles ne maîtrisent pas la technique de la division euclidienne ? Le retour à la « bonne vieille pratique du calcul » serait vraiment salutaire pour notre système scolaire.

# Bilan de la réforme du lycée

## L'enseignement des sciences et techniques dénaturé !



par **Marc Chapuis**  
Professeur en classes préparatoires

« *La physique est la discipline qui semble avoir le plus p<sup>â</sup>ti de la réforme Chatel.* »

La réforme Chatel du lycée en 2010 avait pour principal objectif affiché le rééquilibrage des filières, et c'est un échec de ce point de vue, puisque, la filière S s'est accrue, tandis que les filières technologiques déclinaient. Mais la plus grave conséquence de cette réforme est qu'elle a fortement contribué à dénaturer l'enseignement scientifique et technique en France.

En novembre 2010, l'Académie des sciences, pourtant très prudente et mesurée avertissait : « ménager l'orientation progressive des élèves est un bon choix, mais l'acquisition des connaissances indispensables à la poursuite des études scientifiques dans l'enseignement supérieur doit être tout autant préservée ».

En avril 2011, la Société Mathématique de France publiait une analyse détaillée des nouveaux programmes de Terminale. Elle y manifestait son inquiétude sur la transition avec l'enseignement supérieur, et relevait que :  
- « La démarche scientifique annoncée en préambule à base de mise en œuvre d'une recherche de façon autonome, de raisonnement et d'esprit critique, cède la place dans les capacités attendues à des conclusions tirées au mieux de connaissances apprises par cœur et de simple calcul, voire même seulement d'observation et d'approche intuitive, sans être construite à partir de définitions et démonstrations rigoureuses ».

- A propos du rôle des logiciels : « une conception fautive du rôle du calcul dans l'enseignement, car les exercices de base sont essentiels dans toute activité mathématique ».

- « Un recul systématique devant les difficultés, même quand elles seraient à la portée des élèves ».

- « L'apparition de notions ad-hoc d'une validité et d'une portée scientifique contestables ».

- « Une conception utilitaire et à courte vue de la multidisciplinarité ».

Et la SMF concluait : « malgré ces coupes sombres en analyse et en géométrie, ces programmes n'en seront pas moins difficiles à assimiler pour des élèves qui n'auront pas été habitués à absorber une quantité de nouveaux concepts durant leurs enseignements aux horaires et contenus fortement limités en première ».

En décembre 2011, la SMF et l'Association des Professeurs de Mathématiques de l'Enseignement Public publiaient un communiqué pour regretter de n'avoir pas été écoutés.

En avril 2012, la SMF écrivait encore : « au lycée, la SMF a dénoncé la disparition induite de la démarche scientifique et l'introduction de volumes horaires sans cadrage au détriment d'enseignements disciplinaires précis. A tous les niveaux, elle dénonce le manque de cohérence globale des programmes de mathématiques ».

Mais la physique est la discipline qui semble avoir le plus p<sup>â</sup>ti de la réforme Chatel.

Pourtant les avertissements n'avaient pas manqué dès 2010 ; par exemple à propos du programme de physique de la filière STI2D : « le programme proposé est pléthorique, encyclopédique, démagogique et schizophrène. Pléthorique: l'étendue des champs disciplinaires balayés par le projet de programme est considérable, autant, sinon plus large que celui des sections scientifiques... ».

On dispose maintenant d'un bilan très complet établi durant l'été 2014 par la Société Française de Physique dont voici quelques conclusions :

- « Pour beaucoup de nouveaux bacheliers, la physique est une matière descriptive au même titre que la biologie du XIX<sup>è</sup>me siècle... La notion de modélisation (au sens du modèle théorique à la fois descriptif et prédictif) pourtant considérée comme un des objectifs de la réforme semble totalement étrangère à la perception qu'ont les étudiants de la physique. »

- « Les connaissances étant non consolidées voire même superficielles pour certaines, les lois étant approximativement connues, les étudiants ont forcément des difficultés à mobiliser leurs connaissances pour les réinvestir dans des situations diverses. Les étudiants ont alors tendance à apprendre les formules par cœur et à les appliquer sans vraiment se poser la question du bien fondé de l'utilisation de la formule dans un contexte donné. »

- « Concernant la rigueur, les avis sont unanimes, elle a fortement diminué. Certains répondants signalent toutefois que c'est une tendance lourde, et qu'elle n'est pas seulement liée à la dernière réforme. »

- « Les étudiants pensent savoir beaucoup sur beaucoup de choses, mais sont incapables d'expliquer, pour en avoir entendu parler de manière « trop vague ». On retrouve dans les réponses les expressions « vernis culturel », « saupoudrage », « vulgarisation, sans bases solides », savoirs trop « émiettés », ce qui engendre chez les étudiants un manque de confiance en particulier vis-à-vis de la résolution d'exercices ou de problèmes. »



**Luc Chatel, ancien ministre UMP de l'Education nationale et instigateur de la désastreuse réforme du lycée en 2010.**

- « La quasi-unanimité des répondants à l'enquête, quelle que soit la filière dans laquelle ils se trouvent, indique une non adéquation des programmes du secondaire en physique et en mathématiques au niveau requis dans l'enseignement supérieur. »

La place me manque ici pour traiter l'enseignement de la technologie et des sciences de l'ingénieur, en particulier la réforme des « STI2D » (sur laquelle il y aurait pourtant beaucoup à dire).

En ce qui concerne les programmes de SVT je ne pense pas posséder les compétences nécessaires.

Les véritables causes de ce naufrage me semblent remonter bien en amont de la réforme Chatel. Elles procèdent d'une conception fautive de la « modernité » qu'illustrent jusqu'à la caricature les programmes actuels de physique où l'on confond allègrement instruction et journalisme : les élèves émerveillés et leurs parents éblouis doivent découvrir dès le collège les dernières avancées scientifiques ; sauter à pieds joints dans le XXI<sup>e</sup> siècle ! Nouvel avatar du consumérisme démagogique appliqué à l'école...

Ce n'est pas ainsi que procède la démarche scientifique. Les découvertes se sont succédées au cours de l'Antiquité grecque (principalement en mathématiques), puis en se dégageant progressivement de l'obscurantisme religieux, la Renaissance a ouvert la voie à la physique avec Descartes, annonçant ainsi le siècle des Lumières.

La Science est donc une composante essentielle de notre culture occidentale, et la France y a tenu une place de premier plan, tout particulièrement à la charnière des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

Juxtaposer, comme actuellement dans les manuels de l'enseignement secondaire, les siècles durant lesquels se sont progressivement élaborés les concepts de base des mathématiques et de la physique avec les problématiques scientifiques du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est brouiller la chronologie, qui constitue pourtant un aspect essentiel dans la construction d'une culture scientifique.

C'est aussi une absurdité, parce qu'une part importante des théories scientifiques élaborées à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sont inaccessibles avant le baccalauréat. Par exemple, Einstein écrivait dans la préface d'un livre de vulgarisation paru peu après sa mort que « la lecture de ce livre suppose à peu près des connaissances de bachelier », et il ne s'agissait que de faire comprendre à un bachelier les principaux concepts de la relativité restreinte, puis généralisée, et surtout pas de les enseigner dans un cours de physique !

Alors pitié ; laissons tomber la désintégration des muons, les neutrinos, les félics quantiques et bien d'autres choses, et concentrons-nous sur des domaines accessibles à un élève du secondaire !

Il faut donc d'abord comprendre qu'être « moderne » à tout prix dans l'enseignement du second degré est tout simplement impossible.

C'est surtout un contresens, qui revient à « mettre la charrue avant les boeufs », jusqu'à défier le bon sens.

Reconstruisons des programmes cohérents, dans lesquels les notions anciennes, celles de la géométrie de l'Antiquité, de l'optique de Descartes et de la mécanique de Newton auront été assimilées. Alors les élèves pourront aborder l'électrostatique et l'électromagnétisme, car comment comprendre la force de Laplace si on ignore ce qu'est une force ? Et ainsi de suite : l'ordre logique est souvent l'ordre chronologique.

Puisqu'il faut être « moderne », soyons-le à bon escient : qu'attend-on pour créer un véritable enseignement de l'informatique qui soit une matière à part entière enseignée par des professeurs formés à cette discipline, comme le préconisait l'Académie des sciences en 2013.

Qu'on le veuille ou non, l'accès aux études supérieures longues nécessite des capacités d'abstraction.

Au lycée, la voie générale scientifique qui a été profondément dénaturée depuis de nombreuses années doit être rétablie dans sa fonction de « colonne vertébrale », car notre pays a besoin de savants, de chercheurs et d'enseignants de haut niveau. N'ayons pas peur du mot « élite », et surtout ne le confondons pas avec « privilège ».

En réalité, un enseignement scientifique exigeant et structuré constitue la seule chance pour ceux que la fortune n'a pas favorisés, et aujourd'hui cette chance leur a été enlevée.

Autour de cette colonne vertébrale, dans les autres filières économiques, littéraires, technologiques et professionnelles, l'enseignement des sciences doit être nuancé : plus orienté vers la compréhension du monde moderne (à condition que cela soit assimilable !) et vers les applications techniques.

Là encore, il est essentiel de pas dénaturer l'enseignement scientifique, car dans la perspective d'une nécessaire réindustrialisation de la France, il faut que ces filières conservent des débouchés ambitieux : DUT (et écoles d'ingénieurs) pour les filières technologiques, et BTS pour les filières professionnelles.

Nous avons grand besoin de renouer avec notre culture scientifique et humaniste, loin des chimères d'un utilitarisme soi-disant « moderne » et « égalitaire ». Souhaitons que de nombreux collègues scientifiques nous rejoignent dans cette tâche au Collectif Racine !

# La sélection d'aujourd'hui comme antithèse de la **méritocratie**



par **Arnaud de Rigné**

Étudiant en droit public

Responsable du Collectif Marianne en Pays de la Loire

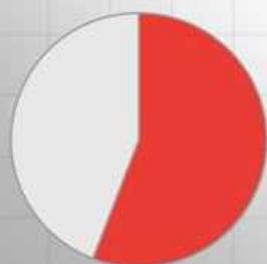
Directeur de l'administration - Présidence du Collectif Racine

« Oubliez le **mérite** et le **talent**. Le système actuel s'enquiert au contraire de savoir, par exemple, quelles sont les **origines** de nos élèves. »

Avez-vous déjà rêvé d'une France dans laquelle les élèves et les étudiants sont sélectionnés selon leurs compétences et leur mérite? Cette France-là est bien loin. Elle est l'oubliée de ces idéologues, qu'ils soient de gauche ou de droite, qui, pour des raisons qui échappent au bon sens, lui ont préféré une autre. Une France qui, elle, ne cherche pas à valoriser ses atouts, une France dans laquelle les meilleurs élèves pour beaucoup futurs étudiants sont tirés vers le bas, et les moins bons ignorés, condamnés à suivre un cursus général pour lequel ils n'ont pas le profil. Cette France-là traduit le système égalitariste qu'ont voulu pour elle ces idéologues qui plonge la majeure partie de ceux qui apprennent, ou cherchent à apprendre dans un micmac moyennisé qui, de toute évidence, produira un être moyen, qui n'a comme seule ambition que de "faire comme tout le monde" : passer un bac général, parce qu'on lui a dit que c'est ce qu'il faut faire, puis aller à la fac, parce que tout le monde fait comme ça.

Ce qu'omettent nos différents ministres de l'Education nationale de souligner, lorsqu'ils se vantent en juillet d'avoir fait progresser le taux de réussite au Bac, c'est de préciser le taux d'échec tout aussi notoire des étudiants en première année d'Université : plus de la moitié ne passent pas en deuxième année. C'est là que s'opère la vraie sélection qui existe aujourd'hui, autrement plus vicieuse et destructrice, et qui fait chaque année de dizaines de milliers de nouveaux étudiants les laissés-pour-compte du système.

Oubliez, donc, le mérite et le talent. Le système actuel s'enquiert au contraire de savoir, par exemple, quelles sont les origines de nos élèves. Preuve en est le système de sélection de Sciences-po, qui permet à des élèves issus de quartiers "populaires", c'est-à-dire, de quartiers où, justement, les élèves devraient être poussés vers le haut et être intégrés au même processus de sélection, d'intégrer la prestigieuse école en présentant une simple revue de presse. L'absence de sélection rime décidément avec inversion des valeurs... ●



**56%**

**des bacheliers  
ratent leur 1<sup>re</sup> année  
d'université**

---

# Les sciences à l'Ecole primaire

---



par **Valérie Laupies**

Vice-présidente du Collectif Racine

Professeure et directrice d'école

Conseillère régionale PACA

*« L'Education nationale est capable de faire le constat, depuis une quinzaine d'années, d'une **baisse du niveau scolaire** alors qu'elle est restée longtemps dans ce déni de réalité. »*

Dans la plupart des matières enseignées à l'école primaire, l'Education nationale est capable de faire le constat, depuis une quinzaine d'années, d'une baisse du niveau scolaire alors qu'elle est restée longtemps dans ce déni de réalité.

Il n'en reste pas moins que les solutions qu'elle avance ne sont toujours pas en adéquation avec les dysfonctionnements. Et c'est notamment le cas pour l'apprentissage des sciences à l'école élémentaire. La dénomination « sciences » a remplacé celle d' « observation » ou « leçons de choses » dans les années 80/90, époque à partir de laquelle l'Education nationale a considéré l'élève comme « l'acteur de son apprentissage ». Par conséquent, celui-ci doit se muer en véritable scientifique et être capable, dès l'âge de 8 ans, de travailler dans la « démarche expérimentale » ! On a donc demandé aux professeurs des écoles de transformer leur salle de classe chaque semaine en laboratoire scientifique dans lequel les enfants par petits groupes élaboreraient successivement et de façon autonome :

- Un problème scientifique ou technique qu'ils se poseraient à eux-mêmes ;
- Des hypothèses de solution qu'ils écriraient sur « un carnet de sciences » ;
- Une démarche expérimentale pour tester l'hypothèse ;
- Une maquette en faisant des croquis sur le carnet ;
- Une recherche dans des documents scientifiques et sur internet.

Pour assurer et asséner aux enseignants que cette méthode pédagogique serait la plus performante, on s'est appuyé sur une expérience faite aux Etats-Unis : « la main à la pâte ». Ce processus nommé ainsi, consistait à faire intervenir des étudiants de l'université de sciences, dans des écoles primaires afin d'encadrer les élèves par petits groupes pour leur faire réaliser des expériences scientifiques. Les enfants découvraient bien entendu quelques principes scientifiques et se réjouissaient sans doute de ces moments ludiques au sein de leur école. Une différence notable avec ce que l'on a demandé aux enseignants en France, c'est que plusieurs étudiants encadraient véritablement une classe d'élèves et qu'ils intervenaient avec tout le matériel nécessaire.

A l'école primaire, le Collectif Racine préconise que la biologie et la technologie soient abordées de façon simple, c'est-à-dire par l'apprentissage de l'observation objective guidé par le maître. En effet, c'est bien le professeur qui doit apprendre à l'élève la présentation d'un schéma, le résumé d'une observation que l'enfant, lui, devra assimiler. Bref, l'exigence du savoir ne peut se passer de la rigueur de l'enseignement du professeur. Elle ne peut se contenter de moments passés à jouer au scientifique en classe puisqu'aucune connaissance à proprement parler ne peut découler de ce processus. ●



# Le Collectif Racine dans les Conseils régionaux :

## Premier bilan

---

# Intervention de **Nathalie Le Guen**

## Conseiller régional Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes

---



« Des dispositifs destinés à **raccrocher** ceux qui ont **décroché**,  
alors qu'ils produiront pourtant **tout l'inverse** ! »

« Monsieur le président, mes chers collègues,

Je souhaiterais intervenir sur deux axes de votre politique budgétaire en matière d'éducation au sein de nos lycées.

Si bon nombre de vos décisions sont tout à fait louables et innovantes concernant la maîtrise d'ouvrage, et les lycées professionnels, il n'en reste pas moins que certaines délibérations nous ont laissés perplexes lors de ces dernières commissions. En effet, l'exécutif de cette assemblée semble être obsédé, voire envoûté par quatre mots : décrochage, projet, numérique, Europe.

Le premier axe concerne le décrochage scolaire qui nous paraît étrange tant il apparaît dans presque toutes les délibérations. C'est ainsi que sont allouées des subventions aux voyages afin de « prévenir le décrochage scolaire » pour un montant global de 140 960€. On est alors en droit de se demander quel est le lien entre des voyages scolaires et la lutte contre le décrochage... On retrouve aussi par exemple et sous couvert de projet européen, huit élèves partant à Lisbonne, quatre à Barcelone, six en Sicile, et sept en Espagne. Vous semblez favoriser certains élèves ou enseignants. Il nous semble plus judicieux de les regrouper avec l'harmonisation de la nouvelle région.

Toujours sur le même thème, ce document rédigé en partenariat avec la région Aquitaine et pourtant distribué dans les collèges publics et privés à la rentrée 2015. Nous pensions que ces derniers relevaient du conseil départemental, et pourtant ! Vous outrepassiez vos compétences. Cependant, nous comprenons mieux votre appel du pied aux classes de troisième lorsque nous découvrons au dos, une page entière visant à promouvoir votre plateforme gratuite d'aide aux devoirs « coup de pouce ». Un dispositif expérimental s'ajoutant aux aides pécuniaires déjà allouées aux élèves, à savoir entre 70€ et 619 € par lycéens, en plus des aides d'Etat. Le tout pour une enveloppe globale de 5 millions d'euros à la rentrée 2015.

Il suffit ainsi de composer le 05 57 57 50 00 pour bénéficier d'une aide gratuite aux devoirs dispensée par des étudiants choisis par vous. Qui sont-ils ? Sur quels critères les avez vous recrutés ? Ces derniers se substituent au savoir, à l'expérience et à l'autorité du maître. Finalement vous avez raison, pourquoi s'en priver, puisque d'après vous, l'enseignement c'est « simple comme un coup de fil ».

Notre seconde piste de réflexion concerne ce que vous appelez "l'innovation éducative par le numérique". Pour un budget global de 350 000€, (210 000€ subventionnés par le FEDER et 140 000€ par la région). Nous retrouvons ainsi : « le tout numérique au sein des cours », « la classe inversée de la seconde à la terminale », le « learning by doing ». Ces dispositifs sont encore destinés à raccrocher ceux qui ont décroché, alors que vous savez pertinemment qu'ils produiront pourtant tout l'inverse !

Enfin et non des moindres, « le lycée expérimental ». Décidément, « expérimental » est le cinquième mot que vous affectionnez beaucoup dans notre nouvelle région. Les élus Front National et le Collectif Racine des enseignants patriotes considèrent que nos enfants ne sont pas des souris de laboratoire. Il est essentiel de revenir aux fondamentaux et de cesser la grande braderie du baccalauréat alors que bon nombre d'élèves n'ont pas acquis ces mêmes fondamentaux : lire, écrire, compter. Ainsi, plus de 70 écoles privées hors contrats ont ouvert leurs portes l'an dernier en France. Preuve que vos expériences numérique-européistes ne fonctionnent toujours pas. Vous et vos amis se sont appliqués à détruire l'Ecole de la République depuis plus de quatre décennies ! Prenez acte de vos lubies pédagogistes pour le bien de nos élèves qui seront les citoyens et la France de demain.

Nous votons contre le budget éducation de la nouvelle région. » •

## Les élus patriotes en Pays de la Loire donnent une leçon de **République**



par **Alain Avello**

Président du Collectif Racine

Vice-président groupe FN-RBM - Conseil régional des Pays de la Loire

*« Tout démontre l'échec du « multiculturalisme » et du prétendu « vivre ensemble »,  
lesquels se traduisent au contraire par l'exacerbation des tensions communautaires. »*

Les élus patriotes au Conseil régional des Pays de la Loire ont remporté une victoire, vendredi 15 avril dernier, en faisant supprimer la référence au « vivre ensemble », jusqu'à présent érigé par la région à titre d'objectif éducatif pour les établissements scolaires relevant de ses compétences. Garants du principe, une nouvelle fois affirmé par le Collectif Racine, d'une Ecole remplissant sa fonction assimilatrice, l'amendement proposé au nom des élus FN-RBM demandait qu' « assimilation républicaine » soit substituée à cette référence au « vivre ensemble ».

Tout démontrant l'échec du « multiculturalisme » et du prétendu « vivre ensemble », lesquels se traduisent au contraire par l'exacerbation des tensions communautaires, par une insécurité croissante, et nourrissent la menace terroriste, il appartenait aux élus patriotes de réaffirmer les fondamentaux de la République, dont l'ambition, comme énoncé dans les motifs, ne se réduit certes pas à simplement permettre à des communautés de « vivre ensemble », mais exige que tout Français, quelles que soient ses origines ou ses croyances, soit un citoyen pleinement assimilé à la seule communauté qui vaille : la communauté nationale.

L'Assemblée régionale se voyant ainsi infliger une leçon de République, la majorité UMP-LR n'a pu que reconnaître le bien-fondé de ces motifs : ne voulant assumer, contrairement au PS et aux Verts, ses renoncements face au communautarisme, elle a accepté la suppression de l'expression « vivre ensemble », sans consentir pour autant à ce que lui soit substituée la référence à l' « assimilation républicaine », lui préférant la formule déceptive d' « unité républicaine ». Les élus FN-RBM ont néanmoins voté favorablement, considérant qu'était sauf le principe d'unité et d'indivisibilité de la République, si constamment menacé par les dérives communautaires. Ils ne manqueront, cela dit, aucune occasion de rappeler que la République, c'est l'assimilation ! ●



Hémicycle des Pays de la Loire. En décembre dernier, le Front National y a fait son retour historique à l'occasion des élections régionales.

Session du jeudi 14 avril 2016.

Budget primitif.

Commission Education et lycées, orientation et lutte contre le décrochage, civisme

Amendement non budgétaire

Programme n°339 « Actions éducatives ».

**Exposé des motifs :**

L'action éducative régionale en faveur des jeunes repose notamment sur le « Programme d'actions éducatives » (PAE), dont le premier axe s'intitule « Laïcité, citoyenneté et vivre ensemble ». L'usage de l'expression « vivre ensemble », tout moderne et sympathique qu'il soit en apparence, s'avère être un écueil dangereux pour l'harmonie sociale et la concorde citoyenne. En effet, le « vivre ensemble », tel qu'invoqué à satiété par bien des responsables politiques, ne renvoie pas seulement à la coexistence pacifique sur un même territoire de communautés culturelles diverses, il revient à avaliser un recul majeur de notre république relativement à l'exigence d'assimilation de tous à la nation française. Son usage revient à prendre acte, volonté politique absente, de la montée des communautarismes, qui engendre inévitablement des tensions ethno-religieuses, en particulier chez les jeunes, et pas seulement dans les si bien nommés « territoires perdus de la République ». Et ce communautarisme croissant, de nombreux faits d'actualité récente, en France comme dans d'autres pays, ont démontré combien il fait peser les menaces les plus graves sur l'ordre social et la sécurité de nos concitoyens. De surcroît, le multiculturalisme, auquel consent donc le principe éminemment contestable du « vivre ensemble », ne correspond pas à la tradition française que la République, forme moderne de la France, a porté au plus haut par l'affirmation du principe et de l'exigence d'assimilation. En effet, l'ambition fondatrice et structurante de la République n'est pas de permettre à une juxtaposition de communautés de simplement « vivre ensemble », mais de faire de tout Français, quelles que soient ses origines ou ses croyances, un citoyen pleinement assimilé à la seule communauté qui vaille : la communauté nationale.

L'assimilation républicaine est la condition *sine qua non* de la cohésion et de l'harmonie sociale. Faire du « vivre ensemble » un objectif éducatif ne nous paraît donc pas seulement céder à un effet de mode langagière, mais compromettre gravement l'éducation à la citoyenneté dont nos jeunes ont tant besoin.

Dans **Enseignement secondaire**, Rapport N°339 : **Action éducative**, dans *Résumé*, dans le **paragraphe introductif** puis dans le tableau de présentation « *Programme d'actions éducatives 2015-2016* » :

**Remplacer :**

« *Axe 1 – Laïcité, citoyenneté et vivre ensemble* »

**Par :**

« *Axe 1 – Laïcité, citoyenneté et assimilation républicaine* ».

A man in a dark suit and glasses is speaking at a podium on a stage. The podium has a sign that reads "JOURNEES COLLECTIFS". Behind him, several other people are seated on the stage. The background is a blue wall with various logos, including "Aurice", "CIC", "R", and "CHIFFRES".

29 mars 2016

# JOURNÉE DES COLLECTIFS

A group of people in business attire are seated around a long table in a meeting room. They appear to be engaged in a discussion or meeting. A projector screen is visible in the background.

## CAP SUR 2017

Responsables du Collectif Racine présents :  
Alain Avello, président  
Valérie Laupies, vice-présidente  
Gilles Lebreton, vice-président  
Alain Dubreuil, secrétaire général  
Arnaud de Rigné, directeur de l'administration  
Aymeric Durox, SD CR 77, coordinateur IdF  
Julien Langard, SD CR 84  
Gilbert Dombes, SD CR 31

---

# Journée des collectifs : intervention d'Alain Avello

---



*« Notre collectif est en charge d'alimenter la réflexion qui conduira à l'élaboration du programme présidentiel, dans sa partie enseignement, éducation et formation. »*

« J'interviens donc au nom du Collectif Racine des enseignants patriotes que je préside, en charge d'alimenter la réflexion qui conduira à l'élaboration du programme présidentiel, dans sa partie enseignement, éducation et formation. Nous avons d'ores et déjà investi l'ensemble de ces champs.

Les 8 groupes de travail, rassemblant spécialistes et praticiens, que nous avons constitués, remplissent leur fonction, dans le souci d'apporter des réponses novatrices aux enjeux de l'avenir.

**« Les méthodes actuelles relèvent de la fausse modernité, outre qu'elles ont condamné depuis une bonne quarantaine d'année bien des enfants à la dyslexie. »**

1/ Le bon sens impose d'abord de réformer le système à partir de la base, c'est-à-dire de l'école primaire, dont dépend l'égalité des chances.

Nous menons ainsi une réflexion sur ce que doivent être les enseignements fondamentaux en primaire, et leurs méthodes.

Très significativement, l'apprentissage de la lecture : les méthodes actuelles relèvent de la fausse modernité, outre qu'elles ont condamné depuis une bonne quarantaine d'année bien des enfants à la dyslexie.

Ce que nous apprennent au contraire les études neurologiques les plus récentes, c'est que le cerveau exige des apprentissages allant du simple au complexe - en l'espèce, de la lettre à la syllabe, puis au mot et à la phrase.

2/ Nous réfléchissons également aux paliers d'orientation et de sélection juste qui doivent permettre à tous les enfants et les jeunes d'accomplir leur scolarité et leurs études en s'épanouissant et en parvenant à donner le meilleur d'eux-mêmes.

L'un des principaux chantiers est ici celui de la revalorisation effective de la voie professionnelle qui ne doit plus être choisie par défaut, ce qui s'accompagne toujours d'un sentiment de relégation.

Comment faire évoluer le collège pour que chaque enfant y trouve sa place ? Comment donner toutes ses lettres de noblesse à l'apprentissage qui doit devenir une filière de formation pleinement qualifiante ? Pourquoi ne pas fusionner enseignement professionnel et technologique (y compris tertiaire), ce qui contribuerait à sa revalorisation, et, dans le même esprit, constituer de grandes écoles des métiers ?...

3/ Nous réfléchissons encore aux moyens que l'Ecole doit mettre en œuvre pour que les élèves accèdent à une citoyenneté éclairée et responsable, et il en va aussi de la sérénité qui doit régner dans chaque établissement ! Nous projetons à ce titre de dispenser à tous les niveaux un véritable enseignement d'instruction civique, ce qu'aucun ministre n'a voulu mettre en œuvre. Cet enseignement civique devra, selon notre réflexion en cours, dispenser des notions de droit constitutionnel et de fonctionnement des institutions, une éducation à la défense, comme aux médias : elle est nécessaire pour permettre l'exercice du sens critique.

4/ Enfin, et puisqu'une République volontariste ne pourra réformer l'Education nationale et l'Enseignement supérieur qu'en leur donnant des directives suivies d'effets, nous réfléchissons aux modalités de la nécessaire et progressive recentralisation de leurs administrations. Dans ce cadre, nous travaillons des dossiers aussi centraux que celui de l'autonomie des établissements, de la formation des enseignants, du statut et des fonctions des personnels de direction - du directeur d'école, notamment -, ou encore du rôle que doivent remplir les corps d'inspection. Nous réfléchissons en profondeur à tout cela et présenterons le moment venu des propositions abouties à notre présidente. Nous laisserons affleurer d'ici à la publication du programme définitif quelques unes des conclusions de nos travaux. Je vous invite donc à en prendre connaissance par notre site internet ou notre publication trimestrielle, dont le 9e numéro paraît ce jour. » ●



## Black M, EPI, doctorat ... Les analyses des cadres des collectifs Racine et Marianne

### Réforme du doctorat : pour nous, c'est non !

par **Maud Lebatteux**

Directrice d'études au Collectif Marianne  
Responsable FN du IX<sup>e</sup> arrondissement parisien

« On peut se demander **l'objectif caché** d'une telle réforme, si ce n'est une **énième mesure** qui sous des prétextes d'**égalitarisme démagogique**, participe finalement à la **dévalorisation** de notre université. »

A la suite de la publication de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadrage national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat, le collectif Marianne s'insurge contre ce texte qui contribue à la dévalorisation du diplôme d'excellence universitaire : le doctorat.

« **Le collectif Marianne s'insurge contre ce texte qui contribue à la dévalorisation du doctorat, diplôme d'excellence universitaire.** »

Cet arrêté remet en cause l'essence même de ce diplôme car il s'agit ici de réglementer la formation doctorale mais également les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat.

Dans son article 1er, on évoque le fait que la formation doctorale puisse porter « sur des travaux d'intérêt scientifique, économique, social ou technologique ou culturel », ce qui induit une possibilité que la formation doctorale ne soit pas d'intérêt scientifique mais seulement économique, social ou culturel. On peut y voir un abandon pur et simple de l'exigibilité du caractère scientifique du doctorat.

De plus, ce même article précise que « Les compétences spécifiques acquises au cours de cette formation permettent une activité professionnelle post-doctorat dans tous les domaines d'activité, dans le secteur public aussi bien que privé ».

« **On peut y voir un parallèle avec l'activité des enseignants dans le second degré qui sont chargés de faire beaucoup de choses sauf l'enseignement de leur discipline !** »

Nous aurons ainsi des doctorants « multi-tâches et multi-services » » capables de tout faire (sauf peut-être de la recherche) !

Auparavant chargé de mener un travail scientifique, le doctorant devra désormais se former aussi à des questions autres que son travail de thèse. Ceci rentre en cohérence avec un phénomène bien courant des différentes réformes menées dans l'éducation depuis plusieurs années qui est de faire devenir l'activité de chercheur une activité résiduelle par l'inclusion dans leur « service » de nombre de missions secondaires !

On peut y voir un parallèle avec l'activité des enseignants dans le second degré qui sont chargés de faire beaucoup de choses sauf l'enseignement de leur discipline ! ●●●

**L'article 11** indique que l'obtention d'un master ne sera plus forcément un prérequis pour poursuivre ses études en doctorat mais que des mesures dérogatoires seront possibles telles que de faire valoir les acquis de l'expérience notamment par la VAE (validation des acquis de l'expérience). Ceci n'est certes pas une nouveauté mais la VAE concernait jusqu'à présent le niveau master. Désormais, l'expérience professionnelle pourra aussi valoir doctorat, ce qui remet en cause le caractère d'excellence universitaire de ce diplôme. De plus, l'article 15 précise que le doctorant pourra, à terme, valoriser un portfolio de modules professionnalisants, ce qui diminuera d'autant la part de la thèse elle-même dans la validation du doctorat.

**« Le directeur de thèse sera soumis à l'évaluation d'un « comité de suivi du doctorant ». »**

**L'article 13** remet en cause le rôle même du directeur de thèse qui sera soumis à l'évaluation d'un « comité de suivi du doctorant ». Par ce biais, celui-ci est infantilisé, soumis au contrôle de son administration, de ses pairs et de ses étudiants.

Enfin, **l'article 19** supprime les mentions, sans doute trop stigmatisantes au nom d'un égalitarisme abusif. Cette réforme se déroule dans un contexte financier catastrophique pour bon nombre d'universités françaises. En effet, les deux lois d'« autonomie » de l'enseignement supérieur à savoir la loi LRU de Mme Pécresse datant de 2007 et la loi de Mme Fioraso de 2013 pèsent déjà énormément sur le budget des universités, force est de constater que cette réforme va de nouveau accentuer leurs dépenses.

Elles devront évidemment doter leurs écoles doctorales des moyens nécessaires pour organiser les formations requises ce qui les amèneront à rogner sur d'autres de leurs missions telles que leurs formations en licence et master, la lutte contre le décrochage en 1ère année à l'université ou encore la valorisation de la recherche....

**« On peut se demander l'objectif caché d'une telle réforme, si ce n'est une énième mesure qui sous des prétextes d'égalitarisme démagogique. »**

On peut se demander l'objectif caché d'une telle réforme, si ce n'est une énième mesure qui sous des prétextes d'égalitarisme démagogique, participe finalement à la dévalorisation de notre université. On peut également s'interroger à juste titre sur la volonté de nos « élites » administratives ou politiques, d'appuyer une telle réforme. En effet, ces dernières issues pour la plupart de grandes écoles, ne bénéficient pas du titre du sacre saint diplôme du doctorat. Or, en dévalorisant le doctorat, on valorise ainsi les diplômes concurrents des grandes écoles et on creuse encore les écarts entre les filières universitaires et la poursuite d'études dans les grandes écoles.

Le collectif Marianne demande le retrait de ce texte car il en va de l'avenir des professeurs et de leurs étudiants, plus largement de la recherche et de l'Université française. ●

## **Après l'annulation du concert de Black M, continuez de défendre notre histoire nationale en rejoignant le Collectif Racine !**

Les patriotes ont remporté aujourd'hui une victoire symbolique importante : le concert de Black M, programmé pour le centenaire de la bataille de Verdun, a été annulé suite à une mobilisation massive des défenseurs de la France et de son histoire. Notons le rôle moteur de nos amis du collectif CLIC (Culture, Libertés et Création) sur les réseaux sociaux. Cet activisme souligne une fois de plus le dynamisme et l'utilité des collectifs thématiques du Rassemblement bleu marine.

Ce concert scandaleux, voulu par le maire socialiste de Verdun (pourtant ancien professeur d'histoire-géographie) et cautionné par L'Elysée, constituait une véritable profanation de notre histoire nationale. Black M est le porte-voix d'une musique vulgaire, injurieuse et agressive aux antipodes de la solennité et de la dignité qu'exige une commémoration aussi importante. Issu de « sexion d'assaut » (groupe controversé dont le nom fait expressément référence à une milice nazie, les SA), ce chanteur n'avait rien à faire dans une cérémonie dédiée à la mémoire des 163.000 Français morts pour défendre notre pays.

L'indignation populaire face à ce projet de concert démontre que les Français restent très attachés à leur histoire. Le Front national et le Rassemblement bleu marine ont porté avec courage le combat contre la dénaturation du souvenir de Verdun. Or, ce combat pour la préservation de notre passé doit aller bien au-delà de cette affaire Black M : l'Ecole de la République a tout son rôle à jouer dans la transmission, aujourd'hui malmenée, de notre récit national.

Le Collectif Racine propose de réorienter les programmes et les méthodes d'enseignement par des mesures de bon sens : recentrer les contenus sur les fondamentaux de l'histoire de France (en renonçant aux sujets exotiques teintés de multiculturalisme), réhabiliter la chronologie (trop souvent marginalisée au profit d'approches thématiques inappropriées), valoriser des personnages emblématiques (aujourd'hui progressivement évincés). ●

**Gilles Ardinat**

Secrétaire départemental du CR 34



## Nos jeunes méritent mieux que Black M !



par **Aymeric Durox**

Professeur d'Histoire-géographie

Secrétaire départemental du CR de Seine-et-Marne et coordinateur CR IdF

« *J'ai demandé à mes soixante-dix élèves de première, d'horizons très divers, ce qu'ils pensaient de **Black M** et s'ils estimaient que cet artiste les représentait. La réponse fut un « **non** » unanime.* »

Le début du mois de mai fut marqué par la polémique liée à la venue du rappeur Black M à Verdun, dans le cadre d'un concert organisé en marge des commémorations officielles de la bataille qui s'y tint cent ans auparavant, le dimanche 29 mai au soir. Tout ou presque a été dit sur cette pathétique affaire et le camp patriote a fait respecter la mémoire des soldats morts au champ d'honneur en remportant une nouvelle bataille, symbolique cette fois. Néanmoins, revenons ici sur un aspect qui n'a, à notre connaissance, pas été évoqué.

Ce rappeur, parolier douteux à la rime pauvre, a été invité par des politiques – qui d'ailleurs n'assument plus ce choix et se renvoient piteusement la balle – d'abord et avant tout parce qu'il leur apparaissait comme une des nouvelles idoles des « jeunes », capable à ce titre de réconcilier ce public avec un nécessaire mais parfois austère devoir de mémoire. Ce postulat de départ, disons-le tout de suite, repose sur deux prémisses fausses.

La première, qui consiste à voir en Black M l'un des chanteurs les plus populaires au sein de la jeunesse révèle une fois de plus la déconnexion de nos politiques, et leur incapacité à discerner les mirages médiatiques des aspirations profondes de la société. Leur appréhension du monde semble reposer uniquement sur des échos rapportés par d'autres, échos déformés par le messenger et reformés par le récepteur politique du fond de sa caverne d'ivoire, dans un but uniquement utilitariste et sur le court-terme. De fait, la panacée de leurs clés de lecture réside dans les divers sondages dont ils sont extrêmement friands et auxquels ils prêtent des vertus quasi mystiques.

Ainsi, pour en revenir à Black M, sa cinquième place dans le classement des personnalités préférées des 7-14 ans, établi chaque année par les lecteurs du très sérieux *Journal de Mickey*, tout comme sa récente consécration aux *Kids' Choice Awards* (*sic*) en tant qu'artiste musical français de l'année, ne pouvaient échapper à des politiques – ou à leurs conseillers – toujours avides de plaire à la jeunesse. Les élus de gauche, en particulier, sont très friands de ce genre de récupération paresseuse et cet atavisme les a conduit ici à faire de Black M un symbole bien malgré lui de la jeunesse française.

Pourtant, s'il est une profession qui connaît bien cette jeunesse pour la côtoyer tous les jours, ce sont les près de 800 000 enseignants de France et de Navarre. À l'occasion des cours d'EMC (enseignement moral et civique mis en place par l'inénarrable Najat Vallaud-Belkacem), et puisqu'il nous est conseillé de susciter la parole de l'élève lors de débats, j'ai ainsi demandé à mes soixante-dix élèves de première, d'horizons très divers, ce qu'ils pensaient de cet artiste et s'ils estimaient qu'il les représentait. La réponse fut un « non » unanime, bien que se déclinant sous différents aspects : certains n'écoutaient tout simplement pas ce style de musique tandis que d'autres soulignaient le fait que Black M s'adressait en fait à un public bien plus jeune, ce que semble confirmer le classement du *Journal de Mickey*.

De deux choses l'une ; ou bien s'agissait-il en invitant Black M d'attirer à Verdun des jeunes en âge de comprendre, et à même d'appréhender les horreurs et le sens de cette bataille, auquel cas le choix de cet « artiste » est, on le voit, pour le moins inapproprié. Ou bien le public visé était-il bel et bien celui des pré-adolescents mais en ce cas, cela illustre le formidable mépris que nos dirigeants ont pour la transmission de notre mémoire et le peu d'importance qu'ils accordent à notre Histoire. Car qui peut croire un seul instant qu'un enfant de 7 ans – ou de 14 bien souvent d'ailleurs, ait les ressources intellectuelles et psychologiques suffisantes pour saisir ce que fut Verdun ? Qui peut croire qu'ils en auraient retenu autre chose que le brouhaha débilitant d'un concert inconvenant et un fugace amusement auquel les invitait d'ailleurs l'artiste, montrant par là qu'il ignorait lui aussi la raison profonde de sa présence.

La dignité seule sied à ce genre d'événements. Et celle-ci suppose une certaine maturité, aussi bien du public que du messenger. Parce qu'il semble s'adresser surtout aux franges les plus infantiles de notre jeunesse, et parce qu'il n'a jamais paru comprendre les légitimes critiques émises à son encontre et su se remettre en cause, Black M n'avait donc pas sa place à Verdun.

Le second point sur lequel il nous faut revenir est cette idée fausse qui voudrait que les jeunes ne se sentent concernés par des commémorations à la seule condition qu'y soient associés des événements de nature festive. Il y a là, à mon sens, plusieurs méprises entremêlées. ●●●



**Le rappeur Black M a finalement été déprogrammé des commémorations de Verdun cette année.**

Le fait tout d'abord de vouloir mêler à tout prix fête et sacré est l'un des écueils les plus tragiques de notre temps, justement dénoncé par Philippe Murray à travers son concept d'homo festivus. Cet amalgame malheureux a pour conséquence non pas de sacraliser ce qui devrait l'être mais d'avilir voire pire, de tourner en dérision toute référence au passé, ceci ayant comme funeste effet de susciter la moquerie là où on attend de la solennité, de l'indifférence là où on espère du recueillement.

Ce malaise est très bien perçu par les jeunes lorsqu'on les interroge sur la pertinence qu'il y aurait ou non à écouter du Black M pour l'enterrement de leur grand-père. Ces derniers ont un sens inné du respect, mais il est progressivement déconstruit par les outrances de la société du spectacle et les imposteurs qui en sont aux commandes. Il n'y a donc pas a priori de risque de « divorce entre la jeunesse et cet événement » selon les termes de M.Apparu, seulement une instrumentalisation honteuse de la part de politiciens prêts à tout pour récupérer quelques voix, et notamment celles de ces fameux « jeunes ».

Un autre écueil, et non des moindres, m'est apparu au cours d'une discussion avec mes élèves. L'une d'entre eux me fit remarquer que si l'envie leur prenait d'écouter Black M, ils pouvaient le faire sur une radio commerciale, et qu'ils ne s'attendaient pas a priori à entendre ce genre de musique lors d'une commémoration. Elle mit ainsi le doigt, sans le savoir, sur l'une des caractéristiques fondamentales – et inhérentes – de cet esprit « post-moderne », qui déprécie tout et ne se réalise qu'à travers une transgression permanente, une fuite en avant visant à déconstruire méthodiquement ce qui reste des structures traditionnelles, et à fragiliser les liens qui, de tous temps, ont fondé notre humanité.

Car, en vérité, quel modèle veut-on pour notre jeunesse ? Pourquoi ne lui proposer que du médiocre, du laid et du faux alors qu'elle est par définition dans un moment où son exigence de sens est immense ? Pourquoi ne pas étancher sa soif de connaissances en lui offrant du bon, du beau et du vrai ? Pourquoi continuellement la rabaisser au lieu de chercher à l'élever, comme si elle n'était pas assez intelligente ou digne, et qu'elle devait se contenter de l'humus quand elle aspire aux cimes ? Pourquoi flatter ses instincts primaires en l'incitant à la facilité et la paresse au lieu de chercher à en extraire le meilleur pour l'offrir au monde et d'abord à elle-même ? Si mes élèves n'étaient pas contraints de venir assister à mes cours d'histoire, y viendraient-ils d'eux-mêmes ou passeraient-ils à côté de leur propre passé, devenant des êtres hors-sol, sans mémoire et donc sans avenir ?

**« Nous professeurs, constatons chaque jour un peu plus ces dérives liées à la crise de la transmission et au nivellement par le bas. »**

En réalité, ceux-là même qui tentent de séduire la jeunesse en la maintenant dans l'ignorance de la beauté du monde, ceux-là ne l'aiment pas et ne l'utilisent qu'à des viles fins, parfaitement identifiées par des auteurs comme Christopher Lasch ou Jean-Claude Michéa. N'aurait-on pas pu imaginer une célébration un peu plus digne que celle qui consistait à faire venir un rappeur de seconde zone pour commémorer une bataille comme celle de Verdun ? Pourquoi tenir pour une évidence le fait que les jeunes ne s'intéressent à leur Histoire que si l'on y mêle des festivités de mauvais goût ? N'est-ce pas là le rôle de l'État et de nos représentants de rappeler les grandes choses faites ensemble et de les magnifier afin de nous pousser à en accomplir d'autres, ainsi que l'écrivait fort justement Renan ?

La scénographie grotesque finalement retenue, prétendument au nom de la jeunesse, par et pour elle, lui faisant jouer un rôle qui la dépasse pour satisfaire les lubies « artistiques » de quelques cinéastes grabataires ainsi que l'égo d'une poignée de politiciens impopulaires, fut une insulte envers nos morts mais également envers ces jeunes. Nous le déplorons et réaffirmons que la jeunesse française n'est pas en quête de farces grossières, qui l'avilissent et l'abaissent, mais de transcendance, qui l'exalte et la grandit.

Nous professeurs, constatons chaque jour un peu plus ces dérives liées à la crise de la transmission et au nivellement par le bas. Nous professeurs, aimons nos élèves et voulons le meilleur pour eux. Nous aimons notre métier parce que nous sommes fiers de transmettre ce vieil héritage remontant à Homère, parce que ce que nous faisons a encore un sens dans un monde qui en a de moins en moins.

Alors oui, nous professeurs, savons que nos jeunes méritent mieux que Black M. ●



**Poilus de la Première Guerre mondiale. Le devoir de mémoire implique de ne pas insulter leur combat en invitant aux commémorations un rappeur tel Black M qui, en certains de ses textes, injurie la France et les Français.**

# La grande pitié des EPI (Enseignements Pratiques Interdisciplinaires)



par **Julien Langard**

Professeur d'Histoire-géographie  
Secrétaire départemental du CR de Vaucluse  
Conseiller municipal de Carpentras

« Les **EPI** s'inscrivent dans la continuité des réformes pédagogiques initiées par la loi Jospin de 1989 et ne sont que le **recyclage** de vieilles expérimentations ayant fait la preuve de leur **inefficacité**... »

La réforme des collèges va entraîner une augmentation de la part non disciplinaire de l'enseignement suite à l'introduction des EPI. Elle va désormais représenter 20% du temps d'enseignement pour toutes les classes du collège. Selon les textes officiels, les EPI sont définis comme un temps d'enseignement obligatoire mettant en place une démarche interdisciplinaire à partir d'un thème qui recoupe deux matières.

Huit thèmes de travail ont été définis : développement durable ; corps, santé et sécurité ; culture et création artistiques ; information, communication, citoyenneté ; sciences et société ; langues et cultures de l'Antiquité ; langues et cultures régionales et étrangères ; monde économique et professionnel.

Au moins deux thèmes seront abordés par année scolaire et librement choisis par les établissements. En fin de collège, ces EPI seront évalués dans le cadre du brevet des collèges. Inspirée d'une « pédagogie de projet », les élèves devront finaliser leur travail par une production.

Tout d'abord les EPI posent problème sur la forme car, outre le fait de rendre encore plus compliquée la réalisation des emplois du temps dans les collèges, rien ne garantit qu'un élève qui changerait d'établissement en cours d'année puisse retrouver l'EPI qu'il suivait dans son ancien établissement. Dans le cas précis de l'enseignement du latin, ce dernier ne pourra se maintenir que dans le cadre de l'EPI langue et culture de l'Antiquité. Les langues régionales sont donc mises en concurrence avec les langues anciennes. Il convient de préciser ici que les langues anciennes comme le latin et le grec, jugées trop élitistes, sont clairement la cible de la réforme des collèges.

Pour notre part, nous pensons que l'Ecole doit être le creuset permettant à tous de partager une culture commune. Ces EPI contribueront à la différenciation des établissements et des parcours des élèves qui n'auront ni vécu, ni appris ensemble les mêmes choses. L'homogénéité sur le territoire n'est pas un frein à l'inventivité, elle est une nécessité sociale.

Sur le fond, il est important de connaître les fondements idéologiques qui motivent la mise en place des EPI. Ils s'inscrivent dans la continuité des réformes pédagogiques initiées par la loi Jospin de 1989 et ne sont que le recyclage de vieilles expérimentations ayant fait la preuve de leur inefficacité : « Parcours Diversifiés » sous François Bayrou (1994) ; « Travaux Croisés » sous Ségolène Royal (1999) ; « Itinéraire De Découverte » sous Jack Lang (2001).

Ils héritent de toute une philosophie pédagogique développée aux Etats-Unis au milieu du XXe siècle sous l'influence de John Dewey, chef de file de l'Education nouvelle. La structure du cours magistral étant considérée comme trop autoritaire et trop inhibitrice pour la créativité naturelle de l'élève, les activités interdisciplinaires devaient permettre de donner à l'élève tous les moyens de son émancipation par rapport à un cadre scolaire trop coercitif. Résultat : aux Etats-Unis, les activités scolaires non disciplinaires ont dépassé en nombre d'heures les enseignements magistraux, et les tests de niveaux ont indiqué une fragilité de plus en plus grande des élèves sur les savoirs fondamentaux.

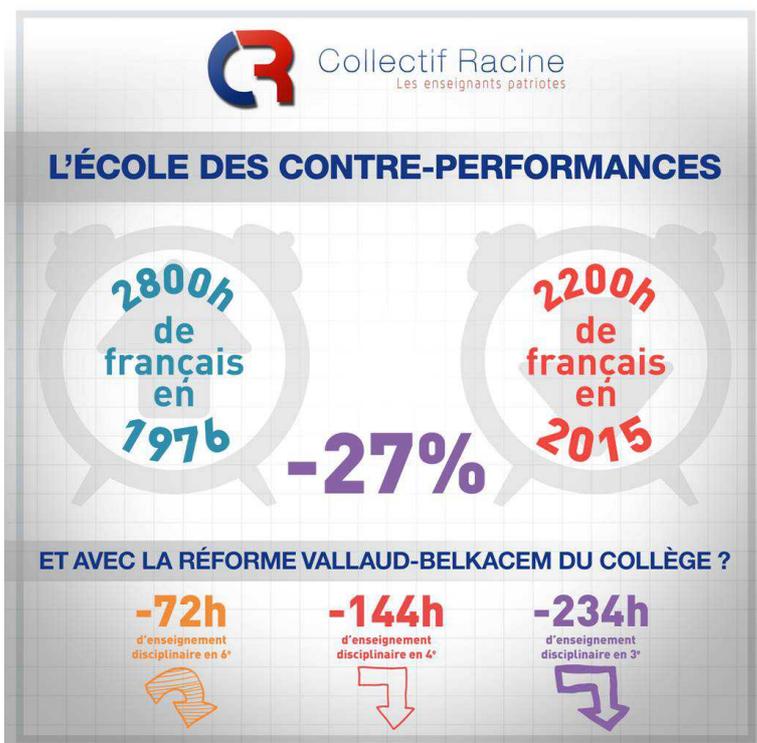
La France suit malheureusement le même chemin ! Dans les fameuses enquêtes internationales PISA, la France est passée entre 2000 et 2009 pour la compréhension de l'écrit du 10ème au 17ème rang. Près de 20 % des élèves de 3ème, contre 15% il y a 6 ans, sont aujourd'hui incapables de résoudre un problème de maths de CM2 ! Ces mêmes méthodes appliquées au primaire sont encore pire : Un élève sur trois est jugé « faible » en orthographe contre un sur quatre dix ans plus tôt. A la même dictée, 46% des élèves faisaient plus de 15 fautes contre 21% dix ans plus tôt... Alors quoi de nouveau avec les EPI version 2016 ?

Désormais ils seront dispensés sur des heures normalement consacrées à l'enseignement des savoirs fondamentaux. Au total 486 heures de cours disciplinaires disparaîtront sur l'ensemble de la scolarité. Savez-vous qu'il y a 40 ans les élèves de CP bénéficiaient de 15 heures hebdomadaire de français contre 9 en 2015. En moyenne un élève de 3ème d'aujourd'hui aura reçu dans son parcours scolaire 600 heures de français en moins que ses parents. ●●●

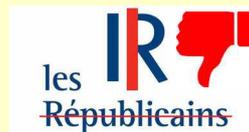
Sous le prétexte fallacieux de lutter contre les inégalités et de « lutter contre l'ennuie » on abandonne un peu plus la notion de transmission, impliquant effort et concentration, pour une vision ludique et constructiviste de l'école. Ces réformes ont pour dénominateur commun d'avoir provoqué une baisse constante du niveau d'exigences et des contenus enseignés. Ce n'est pas en plaçant l'élève au « centre » du système, en prétendant lui faire « inventer ses propres savoirs » ou autres inepties pédagogiques, mais en lui dispensant un enseignement exigeant et en lui donnant le goût de l'effort que l'école doit lui permettre de trouver du sens et de s'épanouir. Il ne faut pas confondre le « Bien » des élèves et leur « Bien-être » !

Les experts eux même ne prônent pas l'interdisciplinarité comme méthode d'acquisition du savoir et encore moins comme méthode de lutte contre les inégalités. Au contraire ce type de pédagogie les renforcerait selon Elisabeth Bautier, chercheuse en sciences de l'éducation à l'université de Paris VIII : « *L'interdisciplinarité ne s'attache pas à des disciplines mais davantage à la manière dont on traite les savoirs. Ce que nous avons observé, depuis quelques années, c'est que les meilleurs élèves tirent un avantage supplémentaire de ce genre de dispositif. Les entrées par thème favorisent les élèves qui savent construire un texte ou une réflexion en cherchant dans différents domaines. Ils naviguent entre les savoirs. C'est une tâche sophistiquée qui laisse les plus faibles sur le bord de la route. Avec la généralisation de telles méthodes les écarts vont se creuser.* ».

Pour résumer, l'interdisciplinarité confond les objectifs et les méthodes. L'objectif de l'éducation est de donner à l'élève les moyens d'appréhender le monde dans sa globalité : l'interdisciplinarité est la fin de l'éducation, pas sa méthode. Multiplier des « projets » sans fin qui impliquent trop d'informations en surchargeant et saturant la mémoire de travail n'est pas une bonne manière d'enseigner. Au contraire, enseigner dans un cadre disciplinaire permet une décomposition des savoirs complexes dont nous avons besoin pour pouvoir les enseigner de façon systématique. •



## « Les "Républicains" » ou la stérilisation des principes républicains



« Les "Républicains" » tenaient ce 6 avril dernier une journée thématique de travail sur l'Éducation et l'Enseignement supérieur, faisant suite à une tribune de N. Sarkozy parue dans un grand quotidien national et à une séance de questions-réponses organisées autour du même Sarkozy sur sa page Facebook, un document d'orientation de seize pages paru pour l'occasion préluant par ailleurs au projet présidentiel.

Si la convergence sur les grands principes — centrer l'école primaire sur les fondamentaux, rétablir l'autorité des maîtres, valoriser le mérite, appliquer une laïcité intransigeante, etc. — n'a guère lieu de surprendre, tant ces principes sont simplement de bon sens — d'un bon sens républicain, justement —, l'on retiendra le subterfuge grossier de ces pseudo-« Républicains » visant à faire de 2012 l'An 0 du déclin de l'École et de l'Université françaises : « l'Éducation nationale a erré pendant quatre ans »...

Or chacun sait bien que ce sont aux politiques éducatives conduites tour à tour par « Les "Républicains" »-ex-UMP comme par le PS, et ce depuis 40 ans, qu'est imputable l'état calamiteux de notre École et de notre Université, de sorte que nul n'imaginera qu'ils traduiraient, s'ils retrouvaient le chemin des responsabilités, ces beaux principes en réformes effectives.

Et pour cause : quelle que soit la sincérité de l'adhésion à ces principes, quoi que vaille la résolution, par quatre fois affirmée au cours de ces seize pages, de se tenir à distance de toute idéologie, c'est à l'idéologie européiste, celle qui stérilise les principes de la République, que « Les "Républicains" » sont inféodés. Et que les déclarations du jour se soient tenues sous l'égide du fanion européiste relève du symbole le plus clair d'une soumission, celle au protocole de Lisbonne en particulier, qui, depuis seize ans, impose sa logique délétère à l'ensemble de nos politiques éducatives. •

**Alain Avello**  
Président du Collectif Racine



# Augmentations salariales

des enseignants :

Analyses croisées

d'Alain Avello  
et de Valérie Laupies

## **Professeurs des écoles : une revalorisation qui ne traite qu'une toute petite partie des problèmes**

**Communiqué du Collectif Racine et du Front National (2 mai 2016)**

Au nombre des cadeaux électoralistes que le gouvernement, comme prévisible, multipliera d'ici l'élection présidentielle, les professeurs des écoles devraient voir leurs primes alignées sur celles des enseignants du secondaire, comme annoncé samedi par la ministre Vallaud-Belkacem : ils pourraient à ce titre bénéficier de 800 euros annuels d'augmentation.

Que cette mesure de revalorisation salariale procède d'une tentative, de la part du gouvernement, pour regagner un électorat largement perdu, ne retranche rien au fait qu'elle aille dans le bon sens, tant la profession enseignante, dans le primaire en particulier, est aujourd'hui profondément dévalorisée : elle relève, de ce point de vue, de la justice sociale la plus élémentaire. Rappelons que le point d'indice, qui fixe la rémunération des fonctionnaires, était gelé depuis 6 années consécutives et que les enseignants français sont parmi les moins bien rémunérés d'Europe.

Son insuffisance n'en reste pas moins manifeste, rapportée à ce qu'a d'essentiel l'école primaire, dont la revalorisation effective passera par une vraie augmentation salariale des maîtres (point d'indice), prise en compte dans le calcul des retraites. Elle supposera aussi la création d'un véritable statut de directeur d'école, et exigera surtout un recentrement sur la mission essentielle du primaire : la transmission des savoirs fondamentaux par les méthodes classiques d'enseignement. ●

## « L'Agrégation pour tous » ?...

A la faveur de l'élection présidentielle qui approche, le ministère de l'Éducation nationale s'avise de la nécessité de revaloriser les carrières des enseignants. Ainsi, après avoir accordé, au début du mois, une augmentation aux professeurs des écoles, annonce-t-il qu'au 1er janvier 2017, l'ensemble des enseignants verront leurs salaires augmenter, une enveloppe globale de 500 millions d'euros étant prévue à cette fin.

S'il est impératif d'infléchir la dévalorisation de la fonction enseignante, ce qui exige notamment l'augmentation de salaires qui étaient passés sous la moyenne de l'OCDE après des années de gel, le fait est que le gouvernement déconnecte ces deux exigences. S'il s'agit pour lui de rapprocher l'ensemble des salaires de celui des agrégés, au point qu'un responsable CFDT voit dans la mesure une « agrégation pour tous », celle-ci ne fait par contre l'objet d'aucune revalorisation spécifique.

Par de telles mesures, c'est l'inspiration méritocratique qui doit être celle de notre École, pour les élèves comme pour les enseignants, que le gouvernement sacrifie un peu plus. Ce cadeau électoral, outre qu'il ne remédiera pas à la crise des vocations que connaît un métier largement confronté à la violence sociale et entravé dans sa mission de transmission du savoir, banalisera un concours devant demeurer pourtant un modèle d'excellence et, à ce titre, une source d'émulation. ●



**Alain Avello**

Président du Collectif Racine  
Vice-président groupe FN-RBM au  
Conseil régional des Pays de la Loire

## Les professeurs des écoles ne sont pas des ânes

Manuel Valls annonce une hausse de l'indemnité annuelle de 800 euros des professeurs des Ecoles. A un an des élections présidentielles, les socialistes tentent de rattraper l'électorat enseignant qui semble leur échapper, scrutin après scrutin.

Or, la défiance des parents d'élèves tout comme celle des enseignants vis-à-vis de l'école n'a jamais été aussi forte. La raison essentielle est que les trois ministres successifs de l'Éducation nationale depuis 2012 ont dévalorisé le métier des enseignants. En effet, Najat Vallaud Belkacem demande en réalité aux professeurs de ne plus enseigner ! La réforme des rythmes scolaires dans le primaire n'a pas permis aux enfants de mieux apprendre mais d'investir leur école comme un centre aéré ; quant à la réforme du collège, elle anéantit l'enseignement par disciplines, seul modèle d'apprentissage efficient.

Le Collectif Racine lui, élabore pour Marine Le Pen en 2017 un programme de redressement de l'école, grâce auquel les enseignants retrouveront l'amour de leur métier. Celui-ci est avant tout de transmettre les savoirs fondamentaux à l'école primaire. La revalorisation mensuelle du salaire des professeurs est prévue dans ce programme car la réduction des postes dans l'administration centrale permettra des économies. Les professeurs des écoles ne sont pas des ânes à qui l'on peut promettre une carotte pour avancer docilement ! ●



**Valérie Laupies**

Vice-présidente du Collectif Racine  
Professeure et directrice d'école  
Conseillère régionale PACA



# Actualité du Collectif Racine

## Conférences & lancements de sections

### 14 avril 2016 à Carpentras : conférence avec le Collectif Racine de Vaucluse

Le 14 avril 2016, à Carpentras (Vaucluse), en présence de Marion Maréchal-Le Pen, s'est tenue une conférence du Collectif Racine, sur le thème : « Ecole : un enjeu pour toute une nation ».

Sont successivement intervenus :

- **Marion Maréchal-Le Pen**, député de Vaucluse ;
- **Julien Langard**, secrétaire départemental du CR84 ;
- **Valérie Laupies**, vice-présidente du Collectif Racine ;
- **Alain Avello**, président du Collectif Racine.



### 15 avril 2016 à Melun : Conférence du Collectif Racine de Seine-et-Marne

Le vendredi 15 avril 2016, le Collectif Racine 77, rassemblant les enseignants patriotes et les parents d'élèves du département, a organisé à Melun, sous l'égide de son secrétaire départemental et coordinateur en Île-de-France Aymeric Durox, la première d'une série de conférences publiques portant sur l'enseignement, dont le sujet était la formation professionnelle.

Sont intervenus **Aymeric Durox**, **Bernard Imianitoff** (responsable CR 75), **Frédérique Troussard** (conseillère régionale IdF).



## 16 avril 2016 à Palavas-les-Flots : Lancement de la 20e section du Collectif Racine (Hérault)

Le 16 avril 2016, à Palavas-les-Flots, en présence de Gérard Prato, secrétaire départemental du FN de l'Hérault, a été lancée la 20e section départementale du Collectif Racine, le rassemblement des enseignants patriotes, dont Gilles Ardinat a pris la responsabilité.

Sont successivement intervenus :

- Gérard Prato, secrétaire départemental du FN34 ;
- Gilles Ardinat, secrétaire départemental du CR34 ;
- Valérie Laupies, vice-présidente du Collectif Racine ;
- Alain Avello, président du Collectif Racine.

Un grand merci à **Stéphane Vincent**, conseiller municipal de Palavas-les-Flots, pour l'organisation de l'événement



De gauche à droite : Alain Avello, président du CR, Gilles Ardinat, SD du CR 34, et Valérie Laupies, vice-présidente du CR, quelques minutes avant le lancement de la section de l'Hérault du Collectif Racine.

## 23 avril 2016 à Marseille : Conférence du Collectif Racine « Ecole, un enjeu pour toute une nation »

Samedi 23 avril, à Marseille, a eu lieu une conférence d'Alain Avello, président du Collectif Racine, et de Valérie Laupies, vice-présidente, sur le thème : « Ecole : un enjeu pour toute une Nation ».



## 30 avril 2016 à Créteil : Lancement de la 21e section du Collectif Racine (Val-de-Marne)

Le 30 avril 2016 a eu lieu, à Créteil, le lancement de la 21e section du Collectif Racine : celle du Val de Marne (94), en présence d'Alain Avello, président du Collectif Racine, de Dominique Bourse-Provence, secrétaire départemental du FN 94, d'Aymeric Durox, coordinateur du CR pour l'Île-de-France, et de Marie-Agnès Houck, secrétaire départementale du Collectif Racine pour le Val de Marne.



De gauche à droite : Aymeric Durox, coordinateur du CR d'Ile-de-France, Marie-Agnès Houck, SD du CR de Val-de-Marne, Alain Avello, président du CR, et Dominique Bourse-Provence, SD du FN Val-de-Marne.



LE FORUM / 165 RUE JEANNE D'ARC / PARIS 13E

CAMPO FORMIO (M5)

PAF: 2€

## 8 juin 2016 à Paris : Forum FNJ Ile-de-France « Ecole, un enjeu pour toute une nation »

Le traditionnel Forum FNJ Ile-de-France s'est tenu le mercredi 8 juin. La conférence « Ecole, un enjeu pour toute une nation » a réuni une trentaine de jeunes. Après une intervention de **Davy Rodriguez**, adjoint à la direction nationale du FNJ, sur l'aspect historique de l'Ecole de la République et son origine, **Alain Avello** a détaillé le constat que fait le Collectif Racine de l'Ecole et les solutions qu'il propose.



Alain Avello, à gauche, et Davy Rodriguez, à droite.

À l'issue de la conférence, une séance de questions-réponses a permis aux militants présents de mettre en regard leur récent parcours scolaire avec les avantages apportés par les propositions du Collectif Racine, notamment le maintien des notes et le port d'un vêtement uniforme.



## 10 juin 2016 à Paris : Enregistrement de l'émission « Rue des écoles » sur France Culture

Le vendredi 10 juin à Paris a été enregistrée l'émission de **France Culture** intitulée « Rue des écoles », à laquelle participait **Alain Avello**.

## 13 juin 2016 à Nanterre : Assemblée générale du Collectif Marianne

Le lundi 13 juin 2016, à Nanterre, s'est tenue l'Assemblée générale du Collectif Marianne. Le Collectif Racine y participait et une intervention sur l'**Ecole** et sur le **pont générationnel** entre ces collectifs y a été donnée. L'occasion de réléver la synergie qui existe entre Racine et Marianne.



Daniel Auguste, président du Collectif Marianne, à gauche, et Alain Avello, à droite.

**Lilian NOIROT**  
CHARGÉ DE MISSION (CONSEILLER RÉGIONAL BFC, CONSEILLER MUNICIPAL DE MONTCEAU-LES-MINES)  
et la fédération du Front National de Saône-et-Loire  
ont le plaisir de vous convier  
À UNE CONFÉRENCE SUR L'ÉCOLE

AVEC **Alain AVELLO** PRÉSIDENT DU COLLECTIF RACINE, CONSEILLER RÉGIONAL DES PAYS-DE-LOIRE, PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE

**Lundi 27 juin à partir de 19h**  
➤ À la permanence départementale du FN71  
1 rue Rouget de Lisle, 71300 Montceau-les-Mines

ENTRÉE GRATUITE, OUVERT AU PUBLIC.

Informations & réservations : Lilian Noirot (06 18 09 56 79 ou fn71@frontnational.com)  
ou Nathalie Szych (06 31 93 95 68 ou nathalie.szych@fn71.fr)




## 27 juin 2016 à Montceau-les-Mines : Conférence du Collectif Racine « Ecole, un enjeu pour toute une nation »

Le lundi 27 juin, une conférence a eu lieu à Montceau-les-Mines, organisée par la fédération de Saône-et-Loire. **Lilian Noirot**, secrétaire départemental du FN 71, invitait **Alain Avello**, pour la conférence « Ecole, un enjeu pour toute une nation ».



Lilian Noirot, à gauche, et Alain Avello au fond.

À l'issue de la conférence, un dîner entre militants patriotes a permis de poursuivre le débat et d'échanger les différents points de vue.



## 28 juin 2016 à Melun : Conférence-débat avec le Collectif Racine 77

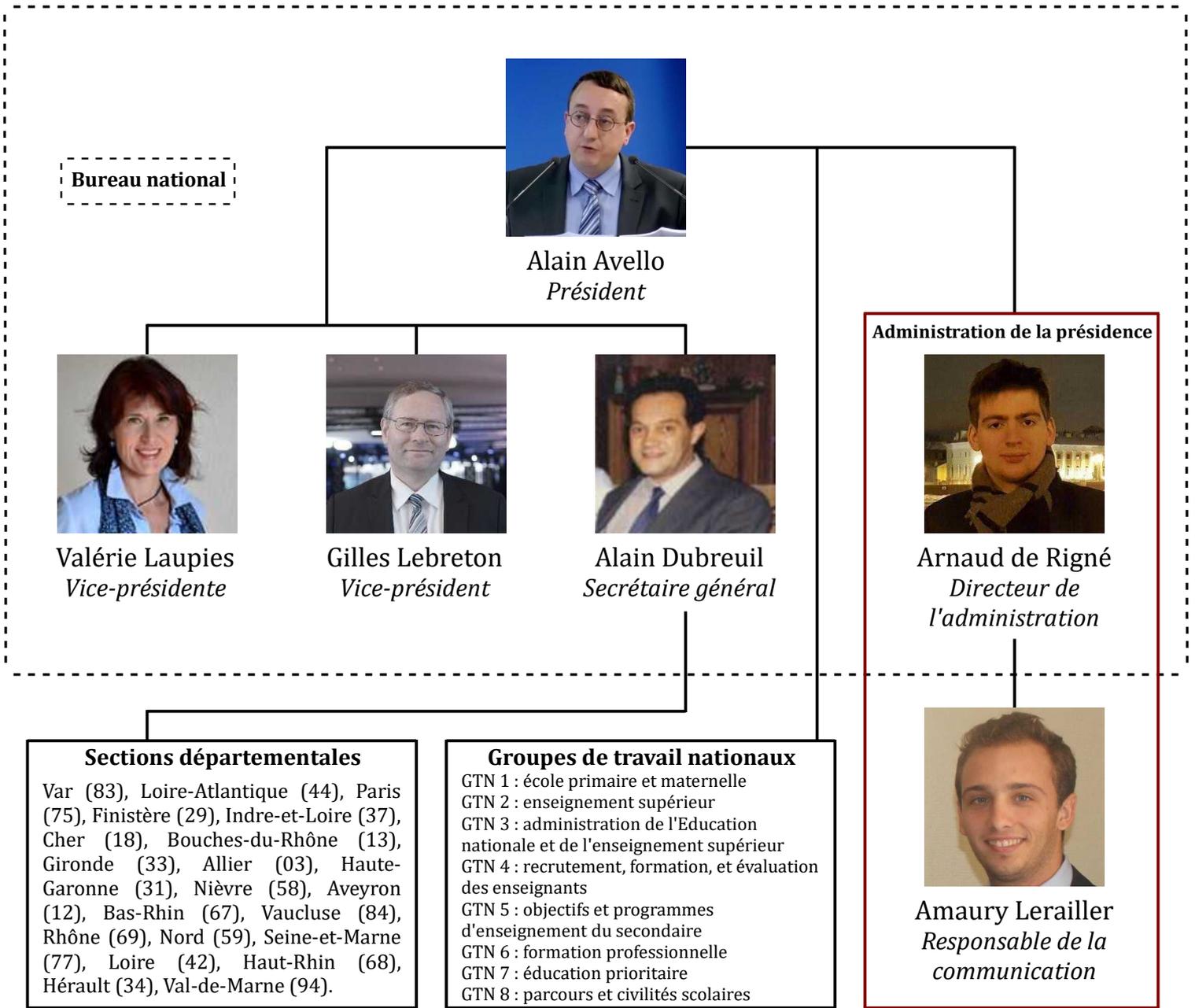
Une conférence-débat s'est tenue le mardi 28 juin à Melun, à laquelle étaient conviés l'ensemble des membres du Collectif Racine de Seine-et-Marne. Après une intervention-bilan d'**Aymeric Durox**, responsable du CR 77 et coordinateur pour l'IdF, **Arnaud de Rigné** est intervenu sur la question de la recentralisation des administrations scolaires et universitaires. Enfin, **Alain Avello** est intervenu pour dresser un bilan global de l'action du Collectif et proposer des pistes pour le redressement de l'Ecole de la République. Les grands traits des propositions du Collectif Racine en vue de la présidentielle de 2017 ont ainsi été dessinés. Cette conférence-débat est venue clôturer l'année politique du CR.



De gauche à droite : Aymeric Durox, Alain Avello, et Arnaud de Rigné.

À l'issue de la conférence, une séance de questions-réponses a permis à l'assistance, regroupant notamment une vingtaine d'enseignants seine-et-marnais, de témoigner de leur expérience personnelle et de la mettre en regard avec les solutions proposées par le Collectif Racine.

# Organigramme du Collectif Racine



## BULLETIN D'ADHESION



Coupon à retourner à :

Collectif Racine  
78 Rue des Suisses  
92000 NANTERRE

secretariat@collectifracine.fr

NOM \_\_\_\_\_

PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

TEL. \_\_\_\_\_ PORTABLE \_\_\_\_\_

MAIL \_\_\_\_\_ DATE DE NAISSANCE \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

> JE SUIS ENSEIGNANT  
MATIERE(S) ENSEIGNE(E)S \_\_\_\_\_ DE NIVEAU(X) \_\_\_\_\_  
TYPE D'ETABLISSEMENT \_\_\_\_\_

> AUTRE ( PRECISER ) \_\_\_\_\_

- Adhésion Simple : 25 €  
 Je suis adhérent à jour de cotisation du FN, du SIEL, du PEC et/ou du RBM : 20 €  
 Je souhaite faire un don de ( montant libre ) : \_\_\_\_\_ €

Chèque à l'ordre de " Collectif Racine "

Signature : \_\_\_\_\_